

Déclaration de la FSU 37

Depuis 3 mois, les personnels de notre département se battent sous différentes formes, sans relâche malgré l'entêtement du gouvernement et de Macron, en acceptant d'accumuler des journées de grève, parce que décidément non, le report de l'âge de départ à la retraite n'est pas acceptable.

Car les conditions de travail actuelles, de plus en plus dégradées empêcheront le plus grand nombre de nos collègues d'assurer leur métier, leurs missions de service public, sans troubles de santé.

La fuite en avant organisée avec les différentes réformes bureaucratiques, sans prendre en compte la réalité du terrain, dans le déni des témoignages, dans le mépris des appels au secours, sans apporter de réponses aux explications de drames (cf Ch Renon),..., accentue de mois en mois la souffrance au travail, la défiance envers les choix ministériels, les tensions et l'éloignement des personnels des supérieurs hiérarchiques.

Il n'est pas normal que nous ayons à traiter autant de fiches du RSST qui concernent des relations interpersonnelles.

La fuite en avant organisée pour ne pas prendre en compte l'évolution du public scolaire avec ses élèves qui souffrent à l'école, qui ont des troubles du comportement et de la conduite pourrait bien avoir raison de l'engagement des personnels, tant les réponses plus proches des stratégies d'évitements, de bricolages, d'oeillères sont devenues la règle dans ces situations-là.

Il n'est pas normal que nous ayons à traiter autant de fiches du RSST qui concernent les difficultés de gestion d'élèves.

Il n'est pas normal qu'un-e enseignant-e consacre la majorité de son temps hebdomadaire de préparation de classe à trouver des stratégies de gestion de crise d'un ou plusieurs élèves de la classe et que in fine, l'usure psychique, la culpabilité, le regard accusateur soient omniprésents.

Cette fuite en avant, elle est organisée : les difficultés professionnelles, elles sont niées.

Alors, effectivement, la crise sociale que nous vivons et le refus de travailler jusqu'à l'épuisement, sont intimement liés, et pour ce qui nous concerne, la réaction des personnels est liée à la crise dans le service public d'Education.

Nous réaffirmons que le retrait de cette réforme des retraites est indispensable.

Nous réaffirmons qu'il faut cesser de mépriser les personnels en leur imposant des cadres hors des réalités de terrain.

Nous réaffirmons que le sujet des élèves à besoins éducatifs particuliers ayant des TCC doit être autrement étudié et pour notre instance, nous demandons qu'un groupe de travail de la FS-SST soit installé.

Nous réaffirmons qu'il faut mettre « le paquet », ou changer de braquet, avec des moyens en postes significatifs si on ne veut pas que la situation nous échappe.

Nous réaffirmons que la santé des personnels doit être une priorité : la prévention, la médecine du travail, les postes adaptés, les allègements de postes, les aménagements des fins de carrière sont des questions centrales : il y a des cadres nationaux à faire évoluer mais aussi des positionnements départementaux qui comptent.

Nous réaffirmons aussi que le paritarisme doit redevenir la règle, pour l'équité, contre l'autoritarisme, pour la transparence : cela aussi constitue un cadre respectueux des personnels, donc essentiel pour améliorer les conditions de travail.